



**PRÉFET  
DE LA REGION  
NORMANDIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création d'un forage au lieu-dit « *la Patrais* » sur la commune de Saint-Aubin-de-Terregatte (Manche)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,  
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Arts et des Lettres**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté du 12 janvier 2017 modifié fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 23-036 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2023-4796 relative au projet de création d'un forage pour les besoins en eau d'un élevage de 49 vaches laitières sur la commune de Saint-Aubin-de-Terregatte dans le département de la Manche, déposée par Monsieur Sébastien BELLOIR, reçue complète le 10 février 2023 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 27 février 2023 ;
- vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de la Manche en date du 15 février 2023 ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste à créer un forage d'une profondeur d'environ 80 mètres destiné à abreuver un cheptel de 49 vaches laitières au lieu-dit « *la Patrais* » sur la commune de Saint-Aubin-de-Terregatte dans la Manche, à raison de 3 500 m<sup>3</sup> maximum d'eau par an ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique n°27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui concerne les « *forages en profondeur, notamment[...] les forages pour l'approvisionnement en eau* » qui soumet à un examen au cas par cas les « *forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m* » afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

### **Considérant la localisation du projet :**

- sur la parcelle cadastrée ZM 135, au lieu-dit « *la Patrais* », sur la commune de Saint-Aubin-de-Terregatte ;
- à environ deux kilomètres des sites Natura 2000 les plus proches, la zone spéciale de conservation de la « *Baie du Mont-Saint-Michel* », FR2500077 ainsi que la zone de protection spéciale de la « *Baie du Mont-Saint-Michel* », FR 2510048 ;
- à environ 140 mètres de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type II « *basse vallée de la Sélune et ses affluents* », FR250020114 et à environ deux kilomètres de la Znieff de type I « *combles de l'église de Saint-Laurent-de-Terregatte* », FR250030008 ;
- en dehors de tout périmètre de captage d'eau ;
- en dehors de toute zone humide avérée, la plus proche étant recensée à 180 mètres du projet de forage (prairies eutrophes et sols hydromorphes) ;
- à 180 mètres du premier cours d'eau, l'affluent du ruisseau « *la Sélune* » ;
- en dehors d'une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ;
- en dehors de tout site inscrit ou classé ;

**Considérant** que la nappe visée est celle du « *socle du bassin versant de la Sélune* », FRHG504 ; que le projet de forage ne se situe pas en zone de répartition des eaux ;

**Considérant** que le pétitionnaire s'engage à respecter les distances minimales, fixées par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 ; que le forage sera équipé d'un compteur d'eau conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le risque de pollution de la nappe lors de l'exploitation est pris en compte par la réalisation d'une cimentation annulaire ainsi que par la création d'une dalle de béton scellée en aplomb du forage ;

**Considérant** ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## **DÉCIDE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au-delà du délai réglementaire fixé par l'article R. 122-3-1-IV du code de l'environnement, prescrivant la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet de création d'un forage destiné à abreuver un cheptel de 49 vaches laitières, au lieu-dit « *la Patrais* » sur la commune de Saint-Aubin-de-Terregatte, est retirée.

### **Article 2**

Le projet de création d'un forage destiné à abreuver un cheptel de 49 vaches laitières, au lieu-dit « *la Patrais* » sur la commune de Saint-Aubin-de-Terregatte **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 3**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

#### **Article 4**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 21 mars 2023

Pour le préfet de la région  
Normandie et par délégation,  
le directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement,

A blue ink signature consisting of several loops and a vertical line extending downwards.

Olivier MORZELLE

#### ***Voies et délais de recours***

*Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.*

*Le recours gracieux doit être adressé à :*

*Monsieur le préfet de la région Normandie  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
7 place de la Madeleine  
CS16036  
76 036 ROUEN CEDEX*

*Le recours hiérarchique doit être adressé à :*

*Monsieur le ministre de la Transition écologique  
Ministère de la Transition écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75 007 PARIS*

*Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :*

*Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76 000 ROUEN*

*Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*